

Défendre la science en invoquant sa neutralité : pas si simple !

Société

Par Mélanie Heard

Publié le 29 juillet 2026

Déléguée générale du think tank Evidences et responsable du pôle Santé de Terra Nova

Une nouvelle proposition publiée par l'administration Trump le 29 mai 2026 permettrait de bloquer des subventions de recherche si elles ne servent pas l'agenda du président ou si elles soutiennent ce que le texte appelle des valeurs « anti-américaines ». Les inquiétudes concernent tout particulièrement les financements de la recherche. L'analyse de ce débat révèle l'ubiquité de l'argument selon lequel la science doit rester neutre à l'égard du politique : c'est l'argument de Trump autant que de ceux qui lui résistent. Mais arguer du caractère apolitique de la science pour susciter la mobilisation politique qui la défendra n'est pas simple.

Une offensive planifiée

On aurait tort d'y voir une lubie imprévisible. Les ambitions de Donald Trump pour mieux contrôler l'attribution des financements fédéraux, en particulier dans le champ de la recherche scientifique, viennent d'être clarifiées dans un document de 400 pages publié par l'Office of Management and Budget (OMB) le 29 mai 2026. Rappelons que le directeur de l'Office of Management and Budget, Russell Vought, était le principal architecte du *Project 2025*, le plan de gouvernance que le think-tank ultra-conservateur *Heritage Foundation* avait préparé en 2023 pour le retour de Donald Trump au pouvoir. Dans ce document de campagne, Vought appelait explicitement à faire de l'OMB le « *keeper of commander's intent* » : le gardien des orientations présidentielles. L'idée explicite, anti-parlementariste, était de réussir ainsi à déplacer enfin le pouvoir budgétaire du Congrès vers l'exécutif.

La règle proposée le 29 mai 2026, référencée OMB-2026-0034, qui inquiète massivement aujourd'hui l'Amérique et notamment ses chercheurs, est l'aboutissement opérationnel de cette vision. Les observateurs américains s'accordent pour dire qu'il ne s'agit certes pas d'une réforme administrative parmi d'autres, et encore moins du fruit d'un mode de pilotage automatique devenu fou : on assiste à la mise en place de l'architecture de contrôle idéologique de l'Etat qui était annoncée. Et la recherche scientifique fédérale risque d'en être une cible singulièrement vulnérable.

« Une tour de contrôle unique »

Le règlement en cours de réécriture régit chaque subvention fédérale provenant de chaque agence, totalisant environ 1,3 milliard de dollars par an. La portée de la réécriture projetée,

en ajoutant 52 nouvelles sous-sections et en reformulant intégralement 375 sections, serait considérable sur l'ensemble du système d'octroi de subventions gouvernementales aux États-Unis. L'OMB indique que les modifications proposées concerneraient plus de 179 milliards de dollars de fonds destinés aux petites entités. Un collectif d'associations, académies et sociétés savantes cite, dans une lettre ouverte du 12 juin, les 64 milliards de dollars que la NSF a dépensés au cours de l'exercice 2024 dans les universités pour la R&D, principalement sous forme de subventions, ou les 36,9 milliards de dollars de financements extérieurs attribués par le NIH : « *ce ne sont là que quelques exemples des composantes, certes modestes mais importantes, des environ 1 200 milliards de dollars que le gouvernement fédéral dépense par le biais de subventions et d'accords de coopération* ».

La Maison Blanche cherche à exercer un contrôle accru sur ces milliards de dollars de subventions gouvernementales annuelles, qui concernent notamment les domaines de la santé, du logement, des transports ou de la science. L'objectif affiché est de restreindre une large part de ces financements à ce qui serait censé servir des objectifs idéologiques alignés avec le président Trump.

Comme le rappelle régulièrement le juriste Jeffrey Rosen (voir par exemple ici dans Le Monde en 2025), la stratégie de Trump pose de façon récurrente la question de savoir si ses ambitions recouvrent une tendance américaine classique, à la Alexander Hamilton (1755-1804), de défense d'un exécutif fort dit « unitaire », ou bien relèvent carrément d'un césarisme brutal hostile à l'Etat de droit et à la démocratie.

Avec cette nouvelle annonce de l'OMB, si l'administration affiche que son objectif premier est de protéger l'argent des contribuables, sa proposition constitue en réalité une escalade majeure dans la lutte contre la représentation nationale, alors même que le Congrès et les tribunaux continuent de désavouer le président pour abus de pouvoir.

En préambule, le texte déplore, dans la lignée directe du programme *Project 2025* de la Heritage Foundation, qu'une grande partie du budget de l'État serait supposément truffée de dépenses dites gaspilleuses, « *clivantes* » ou « *woke* ».

L'objectif affiché est un classique de la rhétorique populiste : promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans la gestion des subventions fédérales. « *L'idée générale est d'avoir, en substance, une tour de contrôle unique* », résume ainsi Daniel Kowalski, expert budgétaire à la Heritage Foundation, cité [ici](#) par le *New York Times*. « *Il n'y a qu'un seul exécutif, et toutes les agences devraient travailler à mettre en œuvre l'agenda de l'exécutif* ».

Ce langage fait écho aux précédentes propositions budgétaires de M. Trump devant le Parlement : mais jusqu'ici, pour ce qui concerne la science, un front commun bipartisan au Capitole avait heureusement pu les bloquer (voir encadré).

Quelles capacités de résistance au Congrès ?

Il serait inexact de présenter cette escalade à l'aune d'un effondrement sans résistance des institutions garantes. Le Congrès a récemment fait preuve d'une capacité robuste à défendre la science contre Trump. On se souvient en effet que, dans sa demande budgétaire pour l'exercice 2026, l'administration Trump avait proposé de réduire la NSF de près de 57 %, la NASA de 24 % et le NIH de plus de 40 % ; au total, elle sollicitait une coupe de près de 36 % sur l'ensemble des financements de recherche hors défense. Une diminution sans précédent depuis un demi-siècle, qui aurait ramené les dépenses de recherche au niveau de 1991.

Mais le Congrès a finalement repoussé ces demandes en janvier 2026 et maintenu des budgets scientifiques à peu près stables dans les lois de finances négociées entre républicains et démocrates. Le NIH a ainsi vu son budget *augmenter* de 415

millions de dollars, en opposition radicale donc avec la coupe de 20 milliards demandée par l'administration.

L'espoir de voir un tel soutien bipartisan offrir une résistance robuste aux assauts de l'administration Trump contre la science a cependant été de courte durée. La revue *Nature*, qui s'en était fait l'écho avec optimisme en janvier, devait corriger le tir quelques semaines plus tard, constatant que malgré ce rejet par le Congrès des coupes sans précédent sur les budgets scientifiques pour 2026, les financements de plusieurs agences étaient compromis.

Comment parvenir à garantir qu'une « tour de contrôle unique » surveille les subventions fédérales ? Le texte publié par l'OMB exige que toutes les subventions fédérales soient approuvées par des responsables politiques (*president's political appointees*). Ceux-ci, nommés par le président dans toutes les agences et institutions attribuant des subventions, devront s'assurer que l'argent « *fait avancer de manière démontrable les priorités politiques du président* » (« *demonstrably advance the president's policy priorities* »). Pour les agences qui délivrent ces financements ainsi que pour les organisations à but non lucratif, les collectivités locales, les universités et autres entités qui les reçoivent, l'administration Trump imposerait donc dorénavant un ensemble de critères très prescriptifs et hautement politisés.

En pratique, le gouvernement ne pourrait donc plus accorder par exemple de subventions à des projets ou des groupes qui « *nient la réalité biologique du sexe ou le caractère binaire du sexe chez les humains* ». Il ne pourrait pas non plus financer des initiatives qui « *promeuvent des valeurs anti-américaines* », contribuent à l'immigration illégale, font avancer la diversité, l'équité et l'inclusion, ou encore facilitent l'inscription sur les listes électorales. Les règles limiteraient en tous cas la capacité des bénéficiaires de subventions à s'engager dans certaines formes de « plaidoyer » sur toutes questions d'intérêt général. Ceux qui seraient financés seraient en outre systématiquement examinés sur leur respect des « lois sur la liberté religieuse » et

sur leurs « adhésions et affiliations » à des groupes extérieurs. Ils pourraient en conséquence faire immédiatement face à la résiliation pure et simple de leurs subventions, si l'administration Trump venait un jour à estimer que leurs actions ne sont pas dans l'« intérêt public » dont elle se juge être la seule garante légitime.

Qu'en est-il en pratique de cette déclaration programmatique ?

La situation présente aujourd'hui, d'après les observateurs, une urgence certaine. La règle édictée par l'OMB est encore actuellement en phase de consultation publique obligatoire, ouverte jusqu'au 13 juillet 2026 sur le portail regulations.gov. Ce délai de 45 jours est d'ailleurs jugé inhabituellement court par les experts, compte tenu de l'obligation légale pour l'OMB d'analyser et de répondre à chaque commentaire reçu. Une demande de prolongation de cette consultation a été formulée par un collectif d'associations et académies, mais l'administration a indiqué sa ferme intention de finaliser la règle pour une entrée en vigueur le 1er octobre 2026, date du début de l'exercice budgétaire 2027.

Ces restrictions font écho à la série de décrets exécutifs que M. Trump a signés peu après son retour au pouvoir, dont beaucoup ont été contestés ou bloqués par les tribunaux. Cette fois, cependant, la Maison Blanche a poursuivi ses restrictions en proposant une réglementation formelle. Le résultat pourrait être appliqué de manière beaucoup plus large, et peut-être de manière plus difficile à contester juridiquement ou à annuler ultérieurement.

La science, cible privilégiée

Les conséquences pourraient se faire sentir le plus durement dans le secteur de la recherche scientifique, secteur dans lesquels M. Trump a poursuivi certaines des coupes les plus sévères de son second mandat. En échange de l'aide fédérale, les chercheurs seraient soumis à des contrôles restrictifs sur

leurs sujets de recherche, sur les laboratoires étrangers avec lesquels ils peuvent collaborer, et même sur les conférences auxquelles ils peuvent participer. Aussi Georges C. Benjamin, directeur général de l'American Public Health Association, considère-t-il que cette politique pourrait « *dévaster l'innovation, la science et la recherche* » aux États-Unis, ajoutant cependant qu'à coup sûr son association et d'autres feront tout pour organiser la contestation juridique du nouveau dispositif.

Elizabeth Ginexi, ancien cadre du NIH, a détaillé dans un texte sur la plateforme Substack intitulé « Summary of Key Changes in OMB's Proposed Federal Financial Assistance Rule » la série des effets délétères que ce texte pourrait avoir sur le travail des chercheurs :

- ① **La prise de contrôle politique du financement (§200.205)** Chaque subvention doit désormais faire l'objet d'une *pre-issuance review* par un responsable politique nommé : le processus *peer review* est donc réduit à un rôle purement consultatif, ce qui démantèle le système post-1945 des agences NIH, NSF, DOE et NASA etc.
- ② Le concept de *Gold Standard Science* (EO 14303, mai 2025) est invoqué comme critère d'éligibilité sans jamais être défini concrètement, ce qui donne à l'exécutif un pouvoir discrétionnaire total.
- ③ **La résiliation des subventions en cours (§200.340)** Toute subvention active peut être résiliée à tout moment si elle est jugée « incompatible avec les priorités de l'agence », sans qu'il soit besoin d'établir une faute ou une fraude : une simple justification écrite suffit. Ginexi souligne que les subventions sont des instruments fondamentalement différents des contrats : les chercheurs recrutent du personnel, s'engagent auprès de participants et construisent des projets

pluriannuels dans l'hypothèse que le financement ira à son terme.

- ④ **Les interdictions thématiques et les restrictions de collaboration (§200.300, §200.220)** Sont interdits, sous la nouvelle règle DMB : toute recherche sur l'équité, sur le genre, sur la transition de genre pour les mineurs. Toute collaboration internationale avec des pays figurant sur des listes de sanctions est prohibée, y compris les coûts indirects allouables à ces collaborations – ce qui menace des partenariats fondateurs dans des domaines comme la climatologie, l'astrophysique, la génomique ou l'épidémiologie.
- ⑤ **Le contrôle des communications et des coûts scientifiques (§200.432, §200.454, §200.461)** La participation à des conférences requiert une approbation préalable explicite de l'agence, inscrite dans les termes de la subvention au moment de son attribution. Les abonnements aux revues scientifiques deviennent inéligibles. Les frais de publication en accès ouvert sont présumés inéligibles (en contradiction directe avec le mémorandum OSTP de 2022 imposant le libre accès aux recherches financées sur fonds fédéraux). Une clause anti-plaidoyer interdit tout message promouvant une position politique, même lorsqu'il s'agit de communiquer les résultats de recherches financées par l'État.
- ⑥ **La recentralisation du pouvoir à l'OMB** : les orientations de l'OMB, jusqu'ici de nature consultative, deviennent des règlements contraignants à effet juridique direct sur toutes les agences. L'OMB acquiert en outre un droit de regard direct sur l'identité des institutions bénéficiaires, une fonction historiquement isolée de toute interférence politique.

⑦

La conclusion d'Elizabeth Ginexi est alarmante : *« Ce que l'OMB propose n'est pas une réforme de la gestion des subventions. C'est un appareil de contrôle politique complet, superposé à chaque étape du cycle de financement scientifique fédéral ».*

C'est dans ce contexte que Science formule, dans son éditorial du 2 juin 2026, les plus vives alarmes : après que la communauté scientifique avait convaincu le Congrès de rétablir l'essentiel des crédits de recherche en janvier dernier, la Maison Blanche vient de trouver une nouvelle façon de contourner la volonté du Parlement et d'affaiblir la science américaine. La règle OMB-2026-0034 entend aujourd'hui imposer par un autre chemin ce que le vote avait refusé.

C'est la raison pour laquelle le rédacteur en chef de la revue Science, Holden Thorp, bat le rappel aujourd'hui et, dans un éditorial à la tonalité inhabituelle, convoque avec vigueur tous les chercheurs au combat : *« C'est maintenant qu'il faut agir. La communauté scientifique doit inonder l'OMB de réponses pendant la période de consultation publique, ouverte jusqu'au 13 juillet. Les universités et les associations doivent s'exprimer d'une seule voix pour mobiliser le Congrès et se tenir prêtes à tenter des actions en justice dès que la réglementation sera finalisée. J'avais de la sympathie pour les membres de la communauté scientifique qui ont fait preuve de prudence lors des négociations budgétaires de l'année dernière. Il était crucial de conclure l'accord budgétaire. Mais cela, c'était à l'époque. Aujourd'hui, tous les signaux sont au rouge. Tout le monde à son poste ! ».*

« Gold Standard Science »

Pour comprendre la portée exacte de cette règle OMB-2026-0034 sur la recherche scientifique, il faut la replacer dans une séquence dont le premier temps a été l'Executive Order intitulé *« Restoring Gold Standard Science »* signé par Donald Trump le 23 mai 2025. Un texte qui, sous couvert de servir un idéal

méthodologique incontestable, donnait déjà au politique le pouvoir de « vérifier » la recherche scientifique ou de « *corriger les informations scientifiques* », de contrôler la façon dont elles sont communiquées au public et de « *discipliner* » toute personne qui viole la façon dont l'administration considère la science^①. Une lettre ouverte, signée par plus de 6 000 scientifiques, universitaires, médecins, chercheurs, affirmait déjà à l'époque que ce texte était conçu pour détruire l'indépendance scientifique. « *L'histoire illustre, sans équivoque, les dangers des « vérités scientifiques » dictées par l'État* », écrivaient les signataires, citant « *les programmes parrainés par l'État dans l'Allemagne nazie basés sur la « science » de l'eugénisme* ».

Le point le plus redoutable de l'articulation entre ce décret de 2025 et la nouvelle règle proposée par l'OMB réside bien, comme le souligne par exemple Ginexi, dans l'invocation répétée de l'idéal d'une *Gold Standard Science* : la règle invoque de manière répétée ce concept sans jamais le définir de manière concrète ou mesurable, tout en se plaçant sous les auspices d'une idée que nul ne peut contester – la défense de la qualité méthodologique de toute science digne de ce nom. Si, désormais, tous les projets devaient inclure des indicateurs de conformité à ce standard, les agences devront, elles, privilégier les institutions ayant « *démontré leur succès dans sa mise en œuvre* » : et comme ce standard n'est jamais défini, l'administration acquiert bien là un pouvoir discrétionnaire total pour favoriser ou défavoriser les institutions selon leur alignement politique.

Tout l'enjeu du décret « *Gold Standard Science* » résidait déjà en mai 2025 dans le pouvoir discrétionnaire qu'il donnait aux « *political appointees* », sous l'autorité de l'administration, pour contrôler quelle science est produite et comment elle l'est. « *En tant que scientifiques, nous sommes attachés à une discipline décentralisée* » affirmaient ainsi les scientifiques dans leur lettre ouverte déjà citée : « *au lieu de cela, cette administration*

impose un système centralisé au service des croyances politiques du président et des caprices de ceux qui sont au pouvoir ».

Une rupture du contrat entre science et politique

Jamais jusqu'ici les décisions *peer-reviewed* des panels d'experts et des chargés de programme n'avaient été soumises à une révision politique visant leur conformité à un agenda partisan. Cette règle constitue en elle-même une rupture du contrat social de la science en constituant, comme le note par exemple le magazine *Science*, un « *véhicule pour le contrôle politique complet de la science, couvrant chaque étape du cycle de financement scientifique fédéral* ».

Il faut y insister, à partir d'une lecture détaillée du §200.205 de la nouvelle règle² : fonctionnellement, c'est l'alignement aux priorités politiques qui devient le verrou contraignant pour la sélection, l'excellence scientifique passant au rang de considération consultative. En effet, l'évaluation de l'alignement sur les priorités est, lui, sous verbe fort et obligatoire : « *agencies must ensure* », « *senior appointees must conduct these reviews* ». Dans cette phase de pré-attribution (« *pre-issuance review* ») les principes qui doivent être appliqués sont listés : les *Federal agency priorities*, le *national interest* et les *President's policy priorities*. En revanche, le mécanisme historique de jugement de la qualité scientifique, le *peer review*, est explicitement rétrogradé : « *advisory* » et « *does not replace agency discretion* ». L'évaluation de la qualité scientifique est présente mais sous un verbe faible : les agences sont « *encouraged to* » privilégier la « *rigorous and reproducible scholarship* », à intégrer des repères de « *Gold Standard Science* », et à « *weigh* » l'intégrité de la recherche. Ce sont là des facteurs à pondérer, mais non des conditions impératives.

Du reste, invoquer un « *Gold Standard* » pour la science impliquerait de disposer d'un référentiel robuste en matière d'intégrité scientifique. Or des décisions récentes de l'administration Trump démontrent que l'objectif de l'exécutif est au contraire d'en saper les fondements et les outils. Ainsi, peu après l'entrée en fonction de Trump en janvier 2025, l'unité de l'Office of Inspector General (OIG) de la National Science Foundation, unité chargée depuis les années 1980 des enquêtes sur les manquements à l'intégrité scientifique, a été dépouillée de sa capacité à poursuivre des investigations en matière de fraude et de plagiat. Véritable « *watchdog* » des inconduites scientifiques, cette unité avait pourtant joué un rôle très reconnu dans la promotion de l'intégrité scientifique ces dernières décennies. « *L'administration Trump dit qu'elle veut freiner l'inconduite scientifique* », souligne un article dans Science sur ce démantèlement : « *...mais ce changement semble aller dans le sens inverse !* ». Ainsi, si la nouvelle règle OMB proclame la valeur des standards de l'intégrité scientifique, la mise en veille simultanée de l'OIG aura en fait opportunément sapé le regard des experts sur les outils de mesure et de défense de cette intégrité. La dimension potentiellement arbitraire de ce standard confié à la main du politique n'en apparaît que plus criante.

« Dépolitiser la science »

L'affrontement actuel des discours au sujet de la nouvelle règle OMB, comme déjà au sujet du décret « *Gold Standard Science* » en mai 2025, crée une forme de paradoxe. L'ambition affichée par l'administration Trump tient à un mantra que le *Project 2025* de la Heritage Foundation avait déjà largement détaillé : « dépolitiser la science ».

Or en apparence, pareil objectif est naturellement d'une valeur incontestée : tout le monde est d'accord.

Mais que signifie en pratique cette posture dans le discours trumpiste ? Dans *Project 2025*, chaque agence scientifique était critiquée en détail avec un seul argument systématique : son travail scientifique correspondrait à un « agenda » réputé « politisé » ou « idéologique ». Et ce, au mépris supposé de la « bonne » science que le Gold Standard viendra restaurer. C'était la ligne par exemple s'agissant de l'Environmental Protection Agency (EPA), réputée « *inclined to pursue political rather than purely scientific goals* ». La ligne est donc d'y réinstaurer sans tarder les valeurs Gold Standard : « *Improved transparency will serve as an important check to ensure that the agency's mission is not distorted or coopted for political gain* ».

Et ce texte programmatique pour le mandat de Trump a bel et bien trouvé en 2025 avec le décret « Gold Standard » sa traduction opérationnelle, comme l'illustre par exemple ce qui est dit de l'Environmental Protection Agency dans l'exposé des motifs : le texte s'insurge contre la référence, dans le champ des études du climat, à un scénario du pire comme le scénario RCP 8,5 du GIEC décrivant ce qui pourrait se passer sous l'hypothèse de réchauffement la plus extrême. Le décret dénonce, dans l'usage de pareille hypothèse, un exemple canonique de science politisée, instrumentalisée à des fins idéologiques : la simple référence à un tel scénario hypothétique est interprétée par le décret comme suffisamment « *misleading* » pour constituer un exemple parfait d'inconduite scientifique à combattre.

Cette situation confronte à une situation paradoxale pour construire de quoi résister.

Les décisions successives de l'administration Trump concernant la science consistent manifestement à la mettre sous la coupe réglée du politique – et la nouvelle règle OMB serait clairement, si elle était confirmée, l'ultime expression de cette ambition délétère. Mais le discours qui sert à justifier ces décisions affiche, lui, une ambition politique louable : assurer l'autonomie méthodologique de la science et la dépolitiser.

Or c'est justement là le seul contenu possible aussi pour fonder la résistance des scientifiques contre ces décisions : invoquer, dans les mêmes termes exactement, l'idéal d'autonomie de la science à l'égard de l'idéologie et sa neutralité apolitique. Emprunter les mots mêmes de l'agresseur pour motiver la défense, invoquer les mêmes idéaux que lui pour justifier de le combattre : la chose n'est pas aisée.

Certes, on peut bien sûr arguer que si cet idéal de neutralité de la science est brandi par l'administration Trump, c'est en réalité de façon illégitime, voire hypocrite : qu'il s'agit là d'un habillage grossièrement impudent, d'une tartufferie éhontée consistant tout bonnement à dire l'inverse de ce qui est réellement fait.

Il n'empêche : si oppresseurs et opprimés se revendiquent ici du même idéal, le combat risque d'en être fragilisé. Clarifier précisément ce que désignent ces mots écartelés entre les deux camps devient une exigence essentielle.

Le discours de résistance des chercheurs revendique de façon centrale la neutralité de la science à l'égard du politique. On dira alors que l'activité scientifique tire sa légitimité d'un accès privilégié aux faits et à la vérité, et que celui-ci ne doit obéir à aucune logique partisane – sous peine d'en être biaisé et dénaturé. On dira que la science en tant que recherche de la vérité est, par essence, neutre au regard des valeurs ; que son intégrité tient à son attachement indéfectible au vrai et, inversement, de ce qu'elle demeure aveugle au règne des intérêts ; et que toute orientation idéologique qui prétendrait tordre à son profit l'examen neutre des faits se rend coupable de trahison, viole la nature de la démarche scientifique et vide de toute sa portée l'idée même de connaissance.

On trouve une formulation canonique de ces raisonnements chez Max Weber, dans *Le savant et le politique*^③, ouvrage issu de deux conférences prononcées au lendemain de la Première Guerre mondiale : la séparation entre la sphère des faits, où travaille le savant, et celle des valeurs, règne du politique, doit

être étanche. On ne peut jouer les deux rôles en même temps, ni chercher à imposer ses convictions en instrumentalisant des faits scientifiques ; pour le chercheur, le risque serait alors de perdre sa crédibilité scientifique. « *On ne peut pas être en même temps homme d'action et homme d'études, sans porter atteinte à la dignité de l'un et de l'autre métier, sans manquer à la vocation de l'un et de l'autre* » écrit ainsi Raymond Aron dans son introduction⁴. La science peut établir des faits, mais elle ne peut rien trancher dans le « *polythéisme des valeurs* » : la politique relève de la décision quant à ce *qui devrait être*, alors que la science relève du savoir quant à ce *qui est*.

Ces positions sont bien connues. En France, Max Weber a par exemple souvent été cité par le président du Conseil scientifique Covid-19, Jean-François Delfraissy⁵, à l'appui d'un plaidoyer en faveur d'une stricte séparation des sphères scientifique et politique. Aux Etats-Unis, la référence à une nécessaire neutralité de la science à l'égard du politique, cette « *Wertfreiheit* » chère à Weber au sens d'une indépendance à l'égard des valeurs, structure aujourd'hui la riposte. Ce principe pointe que la science qui serait sous contrôle du politique, contrainte dans ses questions ou dans ses résultats par le pouvoir, devient inepte. Seule sa neutralité à l'égard des valeurs assure à l'activité scientifique la qualité de ses heuristiques. Par exemple, Rick Spinrad, océanographe et ancien administrateur de la NOAA sous l'administration Biden, dénonce auprès de CNN l'ingérence politique comme strictement contraire à la qualité de l'activité scientifique, et mobilise pour l'affirmer l'analogie soviétique façon Lyssenko. La même analogie a été posée par l'historien des totalitarismes Timothy Snyder au sujet de la règle OMB, lors d'un débat récent du collectif Stand Up for Science : « *We're asking ourselves whether we wanna repeat that Stalinist situation where people who know nothing about science are the ones who are making the decisions about what's going to go forward* ».

Stand Up For Science, de même que l'American Association for the Advancement of Science, multiplient les appels à la mobilisation contre la nouvelle règle.

Ces structures exhortent la communauté scientifique, mais aussi, au-delà, le public citoyen dans son ensemble, à publier des commentaires dans le cadre de la consultation publique. Stand Up for Science offre aussi des conseils pour aider à la rédaction de ces commentaires. Et la stratégie est payante, puisque la consultation publique totalise déjà plus de 30 000 commentaires, dépassant largement l'objectif que s'était donné Colette Delawalla, la fondatrice de Stand Up For Science.

Il est intéressant de noter que l'appel à se mobiliser pour défendre la science tente désormais de toucher l'ensemble des citoyens, et non la seule communauté des chercheurs. « *Les non-scientifiques sont plus faciles à mobiliser* », juge Colette Delawalla : « *on ne leur a jamais dit qu'ils devaient rester apolitiques* ». Impossible, à ce stade, de documenter la provenance des contributions à la consultation publique : acteurs scientifiques ou simples citoyens ? Mais une observation s'impose : si, du côté de l'administration Trump, on questionne la *neutralité* de la science pour mieux la politiser en réalité, ce concept s'avère tout aussi délicat à manier chez ceux qui organisent la contestation. Arguer du caractère apolitique de la science pour susciter la mobilisation politique qui la défendra n'est pas simple. L'ubiquité de l'appel à « dépolitiser la science », mantra de l'administration Trump autant que de la riposte à son encontre, brouille le champ des arguments. Même s'il est manifeste que le slogan s'avère cruellement hypocrite et déloyal du côté Trump, le coup est porté et fragilise l'argument de la neutralité. De fait, affirmer le caractère central de la neutralité de la méthode scientifique doit désormais pouvoir se conjuguer avec la conviction que sa défense est une question politique.

Notes

- ① Sec. 7. Enforcement and Oversight. (a) Each agency head shall establish internal processes to evaluate alleged violations of the requirements of this order and other applicable agency policies governing the generation, use, interpretation, and communication of scientific information. Such processes shall be the responsibility, and administered under the direction, of a senior appointee designated by the agency head and shall provide for taking appropriate measures to correct scientific information in response to violations, consistent with the requirements and procedures of section 515 of the statute commonly known as the Information Quality Act, Public Law 106-554, appendix C (114 Stat. 2763A-153). The designated senior appointee may also forward potential violations to the relevant human resources officials for discipline to the extent the potential violation also violates applicable agency policies and procedures. The designated senior appointee may consult appropriate officials with scientific expertise when establishing such processes. (b) The processes created under this section are, unless otherwise required by applicable law, the sole and exclusive means of evaluating and, as applicable, addressing alleged violations of this order and other agency policies governing the use, interpretation, and communication of scientific information.
- ② "OMB proposes to revise § 200.205 to strengthen requirements for agency merit review and to establish a new pre-issuance review process consistent with Executive Order 14332. Under the proposed requirements for pre-issuance review, as part of the

broader merit review process, agencies must ensure that proposals selected for funding are consistent with applicable law, Federal agency priorities, and the national interest. Consistent with the Executive order, senior appointees must conduct these reviews and apply specific principles when evaluating proposals. These principles include ensuring that discretionary awards advance the President's policy priorities, prohibit the use of funds for discriminatory or otherwise impermissible purposes, and emphasize ensuring compliance with applicable law. Additionally, the proposed revisions encourage agencies to broaden the range of recipients, prioritize institutions demonstrating rigorous and reproducible scholarship, incorporate benchmarks for measuring performance of 'Gold Standard Science,' and direct agencies to weigh institutional commitment to research integrity when making award decisions. Proposed revisions in this section also clarify that peer review remains advisory and does not replace agency discretion. Finally, the proposed revisions clarify that agencies are not required to issue awards solely as a result of issuing a NOFO."

- ③ Max Weber, *Le savant et le politique*, (1919) trad. par J. Freund, Paris, Plon, 1959
- ④ Raymond Aron, Introduction in Max Weber, *Le savant et le politique*, op. cit., p. 10.
- ⑤ Audition devant l'OPECST, 2023 : « relisez le Max Weber des années 1920 : tout y est déjà dit »